

Burundi : Entrée en fonction d'Evariste Ndayishimiye ou nouvelle élection ?

RFI, 10/06/2020 Après la mort de Pierre Nkurunziza, une période d'incertitudes s'ouvre pour le Burundi. Après le décès de Pierre Nkurunziza le 8 juin dans un hôpital du centre du pays, officiellement d'un arrêt cardiaque, les Burundais sont sous le choc et ne cachent pas leur inquiétude. Le gouvernement n'a encore rien dit sur les obsèques de Pierre Nkurunziza. Et la Constitution du Burundi n'a pas prévu le cas particulier du décès d'un président sortant à l'élection de son successeur.

Premier à tenter de s'engouffrer dans cette brèche, le Congrès national pour la liberté (CNL) d'Agathon Rwasa, l'adversaire malheureux du président élu, qui continue de dénoncer « un hold-up électoral ». Le principal parti burundais d'opposition souligne qu'il s'agit d'une « vacance de poste définitive ». Il appelle donc « à la Constitution », à savoir un intérim assuré par le président de l'Assemblée nationale, Pascal Nyabenda, qui sera chargé d'une seule mission, selon le CNL : organiser « une nouvelle élection présidentielle dans un délai de un mois ». « Ridicule », réagit un haut cadre du parti au pouvoir, qui rappelle que Pierre Nkurunziza « était pratiquement à la fin de son mandat et que la victoire d'Evariste Ndayishimiye vient d'être validée par la Cour constitutionnelle. « Le gouvernement doit contacter la Cour constitutionnelle pour qu'elle constate la vacance de poste », selon cette source, expliquant que le comité de crise mis en place envisage d'avancer la date de la prestation de serment du général Ndayishimiye « pour éviter une longue transition et pour couper court aux éventuelles spéculations ». Cela pourrait aller vite. « On veut que le président élu conduise le deuil du peuple burundais », précise la même source. Immobilisme dangereux Officiellement, la passation des pouvoirs est fixée au 20 août. « C'est une très longue période d'immobilisme qui pourrait être synonyme de tous les dangers », estime un proche du président élu, qui rappelle les nombreux défis auxquels le nouveau chef de l'état doit faire face rapidement. Enfin, un analyste pointe, lui, le nouvel équilibre qui doit s'établir, après la disparition de Pierre Nkurunziza, entre les différents groupes membres de la « junte » qui contrôle le pays d'une main de fer. « Ndayishimiye a intérêt à accorder rapidement la présidence à un candidat qui coupe l'herbe sous les pieds d'éventuels concurrents internes », estime cet analyste.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});